



HAL
open science

Enquêteur ou espion? Une organisation de recherche aux prises avec la défiance (le Mass Observation, 1939-1945)

Ariane Mak

► To cite this version:

Ariane Mak. Enquêteur ou espion? Une organisation de recherche aux prises avec la défiance (le Mass Observation, 1939-1945). *Tracés : Revue de Sciences Humaines*, 2016, *Méfiance*, 31, pp.43-66. 10.4000/traces.6696 . hal-02913415

HAL Id: hal-02913415

<https://hal.science/hal-02913415v1>

Submitted on 8 Aug 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Enquêteur ou espion ? Une organisation de recherche aux prises avec la défiance (le Mass Observation, 1939-1945)

Investigator or spy ? A research organization faced with distrust (Mass Observation, 1939-1945)

Ariane Mak



Édition électronique

URL : <http://traces.revues.org/6696>
ISSN : 1963-1812

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2016
Pagination : 43-66
ISBN : 978-2-84788-860-7
ISSN : 1763-0061

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Ariane Mak, « Enquêteur ou espion ? Une organisation de recherche aux prises avec la défiance (le Mass Observation, 1939-1945) », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 31 | 2016, mis en ligne le 15 novembre 2018, consulté le 10 novembre 2016. URL : <http://traces.revues.org/6696> ; DOI : 10.4000/traces.6696

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© ENS Éditions

Enquêteur ou espion ? Une organisation de recherche aux prises avec la défiance (le Mass Observation, 1939-1945)

ARIANE MAK

Le 22 janvier 1942, le commissariat de la ville de Luton enregistre plusieurs plaintes contre une mystérieuse jeune femme¹. Un ouvrier de l'usine de tanks Vauxhall rapporte avoir été arrêté dans la rue par une femme lui posant de curieuses questions (« Êtes-vous satisfait de votre travail ? », « Que pensez-vous de l'embauche de femmes à l'usine ? »). Quelques heures plus tard, le manager de l'usine vient alerter à son tour les autorités : une femme retarde ses ouvriers sur leur trajet à l'usine, en les interrogeant sur l'état de leur moral et de leur santé. Celle qu'on soupçonne d'être une espionne est rapidement questionnée par la police et se révèle être en réalité une des enquêtrices de terrain du Mass Observation participant à une enquête nationale sur la crise de la production industrielle².

L'entrée en guerre du Royaume-Uni s'accompagne d'une vague massive de rumeurs et de paniques qui connaît son apogée durant les mois de mai à septembre 1940. Durant cette période cruciale du conflit, le tout nouveau gouvernement de coalition de Churchill est confronté à l'évacuation de Dunkerque, à la bataille d'Angleterre et aux débuts du Blitz. En juin 1940 avec l'occupation de la France, le Royaume-Uni perd son dernier

-
- 1 Cet article doit beaucoup aux conseils et aux remarques critiques d'Alain Cottureau et de Laura Lee Downs, que je tiens à remercier chaleureusement, ainsi qu'à Stéphane Baciocchi dont le travail en cours autour de la Grande Peur a été une source d'inspiration déterminante. Merci à Louis Fraysse pour ses remarques avisées. Je remercie également les relecteurs anonymes dont les suggestions ont été extrêmement précieuses. Les membres du conseil d'administration du Mass Observation Archive (MOA) à l'université du Sussex m'ont autorisée à citer les matériaux du MO, ce dont je leur suis très reconnaissante.
 - 2 The National Archives (TNA), INF 1/286. Lettre du commissariat de Luton au *Ministry of Information*, 22 janvier 1942. Au cours de cette enquête, menée d'octobre 1941 à avril 1942, le Mass Observation interroge les managers de 80 usines de guerre et collecte les témoignages de 1200 ouvriers sur 7 sites. Deux ouvrages seront publiés (Mass-Observation, 1942a et b [2^e édition] et 1943).

allié et se retrouve seul face à Hitler. La crainte d'une invasion imminente du pays resurgit alors avec force et s'accompagne d'une prolifération de rumeurs, à l'heure où les Britanniques ne font plus confiance à la presse pour démêler le vrai du faux³ : les princesses Elizabeth et Margaret auraient fui au Canada ; des espions allemands auraient été parachutés sur le sol anglais déguisés en nonnes ou en mineurs ; la ville voisine, bombardée, a été rayée de la carte, etc. Deux figures redoutées cristallisent la suspicion : celle de l'espion d'abord, ce « signe avant-coureur de l'invasion » (Horne et Kramer, 2001, p. 115) ; celle de la « cinquième colonne » ensuite, dont le réseau de traîtres internes pactisant avec l'ennemi constitue alors l'une des explications privilégiées de la chute des puissances alliées jusque dans les plus hautes sphères.

De fait, les renseignements britanniques, pris de court par la chute rapide de la Norvège et du Danemark en avril et mai 1940, n'hésitent pas à broser le portrait d'une cinquième colonne extrêmement organisée dans ces deux pays. L'invasion du Benelux le 10 mai 1940 renforce encore les craintes que la Grande-Bretagne ne soit, elle aussi, infiltrée par un réseau de traîtres et d'espions. C'est l'objet d'un rapport transmis au cabinet de guerre le 18 mai (intitulé « L'invasion de la Grande-Bretagne et la possible coopération ennemie d'une cinquième colonne ») et qui sera notamment à l'origine du durcissement de la politique envers les étrangers qui culminera avec les internements de masse. Ces craintes trouvent un large écho dans la presse britannique, où, depuis le début de l'année 1940, le spectre de la cinquième colonne était agité pour expliquer telle explosion mystérieuse et tel accident resté inexplicable. Elles sont aussi largement exploitées par la propagande nazie afin d'affaiblir le moral de la population britannique. Ainsi « Lord Haw-Haw » – surnom donné à William Joyce, une figure clé de la propagande nazie qui émettait de Hambourg – lance-t-il au même moment de nombreux appels sur les ondes britanniques à « sa grande armée de cinquième colonne » implantée au Royaume-Uni⁴.

3 Entre censure et propagande, la méfiance envers la presse est alors à son apogée. On pourrait reprendre la belle formule dont usent Christophe Prochasson et Anne Rasmussen pour décrire la fragilisation de l'information en temps de guerre : « Du "rien n'est sûr" provoqué par la rupture des communications habituelles, au "tout est faux" induit par la conscience d'une falsification délibérée des informations, le seuil était indistinctement franchi » (Prochasson et Rasmussen, 2004, p. 16). Le fait que la prolifération de rumeurs soit liée à la défaillance des canaux officiels a fait l'objet de nombreuses analyses, parmi lesquelles on citera en particulier Shibutani (1966).

4 Le mythe de l'omniscience de Lord Haw-Haw se répand au fil de la guerre, au grand désespoir du gouvernement britannique. Dans l'une de ses émissions, Lord Haw-Haw affirme savoir que l'horloge de la mairie de Darlington, ville du nord-est de l'Angleterre, retarde de deux minutes. Le fait est vérifié et contribue à convaincre nombre de Britanniques de l'existence d'un large réseau d'informateurs ennemis.

La propagande britannique n'est pas en reste et contribue à instiller un climat de méfiance généralisée. Le 5 juin 1940, un tract du *Ministry of Information* déclare sans précaution :

Il y a une cinquième colonne au Royaume-Uni. Ceux qui pensent que ce n'est pas le cas, que « ça ne peut pas arriver ici », sont simplement tombés dans le piège même de la cinquième colonne. Car la première tâche de la cinquième colonne est de faire croire aux gens qu'elle n'existe pas. Dans d'autres pays, les citoyens les plus respectables et les voisins les plus amicaux se sont révélés faire partie de la cinquième colonne. (Hylton, 2010, p. 12)

Des vraies informations sensibles qui ne doivent pas tomber en mains ennemies aux fausses rumeurs risquant de mettre à mal le moral de la population, la priorité du *Ministry of Information* devient d'enrayer la rumeur (McLaine, 1979). « *Careless talk costs lives* » (Les discussions imprudentes coûtent des vies), le célèbre slogan s'affiche à tous les coins de rue. Le plus célèbre exemple de cette série d'affiches représente deux femmes discutant dans un salon de thé ; à l'arrière-plan, le papier peint est formé du visage d'Hitler, motif répété à l'infini – « N'oubliez pas que les murs ont des oreilles ». Une campagne de propagande nationale qui vient encore renforcer, quoique sur un mode léger, la thèse d'espions infiltrés dans le pays et collaborant avec une cinquième colonne hautement organisée.

Dans ce contexte, la vue d'un inconnu observant les scènes dans les pubs, ou griffonnant des conversations entendues dans le bus, ne manque pas de faire naître l'alarme – ce qui complique grandement les enquêtes du Mass Observation (MO). Cette organisation britannique de recherche en sciences sociales est créée en 1937 par Tom Harrisson et Charles Madge afin de reprendre les méthodes de l'anthropologie britannique expérimentées dans les îles Trobriand pour les appliquer à la société anglaise de leur époque (Hinton, 2013 ; Mak, 2015 et 2016). Jusqu'en 1949, le collectif d'enquêteurs autodidactes du MO entreprend de nombreuses enquêtes ethnographiques (Mak, 2017), ainsi que des enquêtes d'opinion, envoie un questionnaire mensuel à un panel national de 3 000 volontaires et archive chaque mois les journaux privés écrits par ceux-ci. S'il est soutenu par de grandes figures comme Bronislaw Malinowski, John Maynard Keynes puis Seebohm Rowntree, le MO n'a cependant pas d'ancrage académique et sa contribution à l'histoire des sciences sociales britanniques restera longtemps oubliée.

Avec l'irruption de la guerre, les enquêtes du MO se concentrent principalement sur la question de l'impact du conflit sur la population civile, en partie à la suite des enquêtes commanditées par de nombreux ministères. Ainsi entre avril 1940 et septembre 1941 le MO est lié par contrat au *Ministry of Information* qui charge l'organisation d'enquêter sur les

fluctuations du « moral » de la population civile, lui demandant de porter une attention particulière à tout motif d'érosion de la combativité et aux effets de la propagande. En outre, des enquêtes ponctuelles sont entreprises pour le compte d'autres ministères mais aussi pour des commanditaires privés ; elles complètent les enquêtes lancées indépendamment par le MO afin de documenter « l'histoire en train de se faire ».

La question qui file cet article est la suivante : comment enquêter en temps de guerre quand la figure de l'espion hante les esprits ? Nous entendons revenir sur un point aveugle de l'histoire du MO, à savoir la manière dont ses enquêteurs et enquêtrices ont dû faire face, durant la guerre, à une méfiance généralisée et particulièrement aiguë durant les mois de mai à septembre 1940. Leur tâche se révèle d'autant plus ardue que certaines pratiques d'enquête du MO sont propres à semer le doute chez une population aux aguets – les enquêteurs étant par exemple censés observer sans être vus, ou du moins dissimuler leur statut, suivant la conception de la bonne observation prônée par le MO à ses débuts. Il s'agit là d'une question centrale qui, si elle a été traitée sur un mode anecdotique, n'a jamais fait l'objet d'une véritable étude. Ce faisant, il s'agira d'explorer plus avant la fabrique des enquêtes du MO, qui constitue l'un des aspects les moins étudiés de l'institution.

Dans le même temps, nous nous saisirons des situations de méprise survenant au cours de l'enquête pour explorer une *anthropologie de la suspicion*. Sur quoi repose le malentendu et sur quel fond la rumeur prend-elle forme ? Comment la figure de l'espion allemand, tapie dans les consciences populaires, se matérialise-t-elle dans le face-à-face entre enquêteurs et enquêtés ? Quelles bonnes raisons les enquêtés ont-ils de s'alarmer ? Dans un cadre ouvert à hauteur des échanges interpersonnels, et en adoptant une approche pragmatiste, nous nous proposons de contribuer à une analyse du soupçon.

Nous espérons ainsi poursuivre l'inventaire des conséquences culturelles de la guerre alors que l'entrée dans le conflit marque le basculement dans un « régime d'incertitude » (Prochasson et Rasmussen, 2004, p. 9). De fait, si la méfiance envers l'enquêteur est une question classique de la littérature ethnographique, elle a rarement été croisée avec l'étude historique des rumeurs et des alarmes de guerre (Bloch, 2007 ; Lefebvre, 1988 ; Horne et Kramer, 2001). Celle-ci a recensé des figures récurrentes de la méfiance et de la méprise en temps de guerre, parmi lesquelles l'étranger, le colporteur et les populations itinérantes en général – la figure de l'enquêteur de sciences sociales n'en faisait pas partie.

Or c'est bien l'enquête qui est au cœur de nos analyses, et c'est à travers elle que la notion de méfiance sera interrogée en premier lieu : outre celle des enquêteurs de sciences sociales, on se penchera aussi bien sur l'enquête

policière que sur celle menée par des citoyens à l'affût, qui, dans le face-à-face avec les enquêteurs, se font tour à tour sentinelles, détectives et juges.

Enquêter en temps de guerre. Déboires et astuces du Mass Observation

Comme le résume une ancienne enquêtrice, « on ne pouvait pas faire de travail de terrain pour le Mass Observation à cette période sans être extrêmement vigilant vis-à-vis de l'obsession de la population pour les espions »⁵. À travers la figure de l'espion, c'est en réalité un imaginaire sédimenté en strates successives qui est réactivé dès 1939.

Le Royaume-Uni avait connu une même obsession populaire pour l'espion à l'orée de la Première Guerre mondiale, alimentée en partie par les romans d'espionnage de William Le Queux, qui dépeignaient un large réseau d'espionnage allemand préparant une invasion du territoire (French, 1978). Au sortir de la guerre, la fascination pour l'espion – et davantage encore pour l'espionne, à travers la figure de Mata Hari en particulier – ne faiblit pas. L'entre-deux-guerres est marqué par de retentissantes affaires d'espionnage, à l'instar de l'affaire ARCOS : en 1927, une organisation russe officiellement chargée d'intensifier les échanges commerciaux avec le Royaume-Uni est démantelée du fait de son rôle en matière d'espionnage, scandale qui aboutit à la rupture des liens diplomatiques entre les deux pays. Le roman d'espionnage dans la veine réaliste privilégiée par Graham Greene et Eric Ambler se développe à la même période et l'entrée en guerre vient encore renforcer le succès d'un genre florissant où émerge progressivement la figure de « l'espion de 1940 » (Atkins, 1984)⁶. Au cinéma, le film d'espionnage devient le genre prédominant en 1939, où le traître de la cinquième colonne et l'espion sont souvent décrits comme des personnes à première vue ordinaires, inoffensives, voire sympathiques. L'ennemi y prend les formes les plus diverses : un ouvrier travaillant dans une usine de munitions (*Traitor Spy*, 1939), un dentiste, un postier, une barmaid bavarde (*Inspector Hornleigh Goes to It*, 1941), une costumière de théâtre, malgré son caractère enjoué et son accent cockney (*Next of Kin*, 1942) (Aldgate et Richards, 2007).

Il faut dire que certaines pratiques d'enquête du MO ne sont pas sans rappeler le roman d'espionnage⁷. De fait, l'institution se targue de disposer

5 MOA 32/63. Nina Hibbin (née Masel), « Recollection » et « Occupational Risk ».

6 Voir aussi MOA FR 1035, « Spies in war fiction », article écrit par Tom Harrison pour *Lilliput*, daté du 8 janvier 1942.

7 La frontière entre enquête et espionnage est certainement la plus poreuse lors des premières

d'« enquêteurs formés à observer sans être observés. Ils rendent compte des faits sans affecter l'environnement dans lequel ils enquêtent »⁸. C'est là un élément central pour le MO, persuadé qu'il s'agit du seul moyen d'obtenir une observation pure et de saisir une opinion privée « sincère » qui ne serait pas entachée par les convenances publiques – ni, en temps de guerre, par les déclarations forcées de patriotisme. Aussi, parmi les méthodes d'enquêtes courantes du MO, on trouve les *overheards*, qui impliquent de saisir au vol des conversations sans se faire remarquer ou l'observation participante incognito dans des usines. À chaque enquêtrice sa méthode pour prendre des notes *verbatim* des conversations entendues, sans être repérée des autres ouvrières : Celia Fremlin se fait une réputation d'épistolière chevronnée, et inscrit « Cher John » ou « Chère Tante Amy » en tête de toutes ses notes ; Marion Sullivan s'enferme de longs moments dans les toilettes pour écrire ses observations, provoquant l'inquiétude de collègues attentionnées⁹. Mais paradoxalement, les enquêteurs du MO ne sont jamais pris pour des espions lorsqu'ils ont recours à ce type de dispositif d'enquête. C'est bien plutôt lorsqu'ils font des enquêtes d'opinion par questionnaire dans la rue, lorsqu'ils conduisent des entretiens ou prennent en note des observations dans des lieux publics que naît la suspicion.

Dans le contexte tendu des premières années du conflit, peut-être le nom du MO aurait-il pu contribuer à rassurer, puisque sa notoriété s'accroît durant la guerre avec la publication d'articles de presse et des chroniques radio régulières. Mais Tom Harrison, à la tête du MO, interdit formellement à ses enquêteurs de nommer l'organisation, ce qui alimente le soupçon sur le terrain. La règle est d'autant plus stricte pour les enquêtes commanditées par le *Ministry of Information* que les enquêteurs ne doivent en aucun cas les évoquer¹⁰. Humphrey Pease, enquêteur de terrain de 1938 à 1942, trouve la consigne particulièrement handicapante. À la date du

expérimentations du collectif à Bolton. Là, le photographe Humphrey Spender, qui a pour consigne de photographier des scènes de la vie ouvrière sans être vu, invente des dispositifs complexes (parmi lesquels on trouve l'appareil photographique caché sous un imperméable et dont le déclenchement se faisait à travers un trou dans la poche de droite) ; voir Hall, 2015, p. 164-169. Le recours à la photographie ne concerne cependant que les premières années du MO ; lorsque la guerre éclate, elle n'est plus utilisée et les pratiques d'enquête du MO se sont professionnalisées.

8 MOA FR A22. « Emergency Problems and Mass-Observation », 29 août 1939.

9 Imperial War Museum / 11 867. Celia Goller, Thames TV, 1986 ; MOA 32/84. Entretien avec Marion Rickards (née Sullivan) réalisé par Angus Calder, 17 mars 1980.

10 Il y aurait beaucoup à dire sur les rapports du MO au *Ministry of Information*, soucieux de ne pas être accusé d'espionnage politique, et plus particulièrement sur le scandale « Cooper's Snoopers » de l'été 1940. Nous avons cependant fait le choix dans cet article de nous concentrer exclusivement sur les situations de méprises relatives à la figure de l'espion étranger.

2 octobre 1939, il confie dans son journal intime : « Je m'attends à avoir des difficultés avec la police à cause du M-O comme nous ne sommes pas autorisés à dire que nous travaillons pour eux ou à titre officiel. »¹¹ Revenant sur son expérience d'enquêteur, il évoque la difficulté de rester fidèle à cette consigne lors des confrontations avec les agents de police :

L'une des premières tâches qu'on m'avait assignée – parce que j'avais été étudiant à l'école d'art de Slade ? – c'était les posters du gouvernement et l'attention (si c'était le cas) que leur portaient les passants. On m'avait aussi demandé d'exécuter de rapides croquis à main levée des affiches principales et c'est cela qui aboutit à ma première confrontation avec la police qui voulait savoir ce que je trafiquais. J'ai oublié comment je satisfis le gendarme mais c'était une loi non écrite que nous ne devons jamais nommer le Mass Observation sauf dans les situations les plus désespérées.¹²

Chaque enquêteur finit par développer sa propre stratégie afin de contourner le problème, les astuces étant ensuite partagées au sein du collectif. Ainsi quand ses questions dans les zones bombardées sont interrompues par des policiers suspicieux, Celia Fremlin prétend être en train de regagner son domicile¹³. Quant à George Hutchinson, qui est alors journaliste à mi-temps, il ne lui est pas difficile en cas de problème de déclarer qu'il pose ses questions en qualité de journaliste indépendant¹⁴. Henry Novy préfère au contraire désamorcer les suspicions en amont et commencer par soumettre le questionnaire aux agents de police postés dans le quartier. Il prodigue d'ailleurs de nombreux conseils destinés à déjouer le soupçon, pointant par exemple les pièges du carnet de notes : « Ne jamais agiter le carnet de notes. Il ne doit pas être caché, mais les gens n'aiment pas les inquisiteurs. S'ils regardent ce que vous écrivez, ne retirez pas le carnet. Deux fois cela a été la source de suspicions. »¹⁵

À Bolton, ville industrielle du nord-ouest de l'Angleterre, les enquêteurs du MO créent la panique à diverses occasions. Deux enquêtrices autrichiennes y ont « pratiquement causé une émeute à cause de leur accent prononcé » et doivent rester cloîtrées durant quelques mois¹⁶. Comment l'espion, agent de la dissimulation capable de prendre les traits de tout un chacun, se trahit-il ? Si un accent étranger peut faire naître la défiance, c'est aussi le cas du discours visant (en apparence) à saper la combativité de la population.

11 MOA 32/75. Journal de Humphrey Pease, 2 octobre 1939.

12 MOA 32/75. Lettre de Humphrey Pease à Tom Harrisson, 17 juillet 1972.

13 MOA 32/39. Entretien avec Celia Fremlin réalisé par Angus Calder, 17 mars 1980.

14 MOA 26/4/4. « Interview techniques », George Hutchinson, 21 décembre 1940.

15 MOA 26/4/4. « Interview techniques », Henry Novy, 15 mai 1940.

16 MOA 32/61. Entretien avec Charles Madge réalisé par Nick Stanley, 26 mai 1978.

L'enquête d'opinion des *News Quotas* se révèle alors particulièrement problématique pour le MO. Entreprise pour le compte du *Ministry of Information* dans l'idée de constituer un baromètre du « moral » de la population, cette collecte d'une soixantaine de réponses libres et *verbatim* à un questionnaire bihebdomadaire porte sur les développements récents du conflit mondial. En mai 1940, alarmée par les questions de l'enquêteur Brian Allwood (qui lui demandait notamment si elle pensait que le Royaume-Uni allait gagner la guerre), une femme âgée de la classe ouvrière ameute ses voisins au cri patriotique de « *Rule Britannia* ». Un homme se saisit alors d'un deuxième enquêteur, Geoffrey Thomas, qui faisait du porte-à-porte dans la même rue :

Les enquêteurs sont si surpris que l'homme parvient à les traîner sur quelques mètres. GT [Geoffrey Thomas] se retourne, s'accroche à la grille d'une maison, regarde avec dédain le quidam et dit (quelque chose comme) : « J'aimerais savoir qui vous pensez emmener comme ça. »

« Allez, tu me suis. »

Une foule commence à s'amasser.

GT : « Je ne ferai rien de la sorte. Je vous ordonne d'appeler la police sur-le-champ. »

« Ah ça on va l'appeler la police, tiens... espions... » [...]

La foule se rapproche. Des murmures : « Des espions... », etc. [...] L'homme en vert continue à parler d'espions.

GT : « Mais c'est n'importe quoi enfin ! Nous sommes une organisation reconnue. »

L'homme en vert devient furieux : « Allez on y va ! Je vais t'envoyer la tête à travers ce mur. »

GT : « Et moi la tienne. » [...]

Un autre homme, D [de la classe ouvrière], 55 [ans], grand, brun, casquette, lunettes métalliques, s'avance. Il a une attitude hostile, même s'il vient tout juste d'arriver et ne peut pas savoir de quoi il retourne. Il marmonne quelque chose à propos d'espions, ah ça on les tient.¹⁷

Les enquêteurs sont rapidement emmenés au poste de police. Ils ne seront relâchés qu'après avoir produit le tout nouvel outil dont les enquêteurs disposent : les cartes d'accréditation officielles du MO.

Des cartes d'accréditation qui éveillent autant de doutes qu'elles n'en dissipent

De fait, quelques mois après le début de la guerre, le MO dote ses enquêteurs d'une carte d'accréditation censée attester leur statut et leur sérieux. Il

17 MOA W 52/A. « Interviewing Incident », rapport de Brian Allwood, 29 mai 1940, Bolton.

s'agit bien, en somme, de les rendre *crédibles*. Ces documents, jamais évoqués dans les études historiques consacrées au MO, constituent pourtant un outil précieux des enquêteurs durant la guerre. La carte d'accréditation du MO présente d'abord le nom et le numéro d'identification national de l'enquêteur qui se décompose de la manière suivante : quatre lettres indiquant la zone de résidence, suivies d'un nombre à deux ou trois chiffres pour l'habitation et d'un dernier chiffre identifiant le membre du foyer (1 étant le chef de famille). Elle s'appuie en cela sur la mise en place en septembre 1939 de cartes d'identité nationale. Le porteur de la carte est identifié comme un « enquêteur autorisé du Mass-Observation, qui collecte des informations sur l'opinion publique pour des organismes officiels et des organisations réputées » et le document est signé par l'un des fondateurs du MO, Tom Harrison, dont le numéro dans les bureaux du MO est d'ailleurs joint. Tout est réuni pour asseoir le sérieux de l'organisation : il est fait mention d'un comité consultatif (qui rassemble des personnalités scientifiques et politiques soutenant le MO), de deux ouvrages que l'institut venait de publier – *Britain* (Madge et Harrison, 1937) et *War Begins at Home* (Harrison et Madge, 1940) – et de nombreux articles de journaux. De plus, la carte d'accréditation souligne la collaboration du MO avec plusieurs organismes gouvernementaux (comme le *National Savings Committee*, le *Ministry of Information* ou la BBC). Elle se conclut sur la formule suivante, qui en illustre bien la visée : « [Le MO] n'a aucune ramification ni aucun contact à l'étranger, c'est un organisme scientifique britannique réputé et reconnu par les autorités. »

Nina Masel, l'une des enquêtrices de terrain, se souvient que « les enquêteurs perdaient souvent des heures dans les commissariats de police, cuisinés par des flics avides de promotions [...]. Pour faciliter les choses, on nous avait remis des cartes d'accréditation d'aspect impressionnant, avec un numéro à appeler pour confirmer notre identité »¹⁸. Postée dans l'East End de Londres, cette jeune communiste est chargée d'enquêter sur les conditions dans les abris antiaériens et sur les manifestations d'antisémitisme au moment du Blitz. Malgré son jeune âge – elle a à peine 17 ans au printemps 1940 – ses notes de terrain et rapports sont d'excellente facture et Nina Masel se voit attribuer à elle seule la dénomination quelque peu trompeuse d'« unité de l'East End » dans les rapports du MO au gouvernement. Celle qui se décrit comme « une jeune femme qui semblait un peu étrangère, avec un penchant pour les tenues colorées »¹⁹, est fréquemment

18 MOA 32/63, Nina Hibbin (née Masel), « Recollection ».

19 *Ibid.*

THE BEAKER OF THIS CARD

Mr. Geoffrey Thomas.....

National Registration No. MMO 564.

is an authorised investigator for Mass-Observation, which collects information about opinion for official bodies and reputable organisations.

If confirmation and further information is required please get at once into contact with the Director of Mass-Observation (Mr. Tom Harrison), at 82 Ladbroke Road, W.11. Telephones: Park 6517 and 7247.

Signed..... *Tom Harrison*

For your interest further information about Mass-Observation is given on the back of this card.

Mass-Observation is a non-political, non-profit-making organisation which investigates and reports on public opinion, and finds the facts about what people are thinking, saying, and doing from day to day.

Its advisory panel includes: Lord Horder, J. B. Priestley, Prof. T. Fleure, F.R.S., Prof. T. H. Pear, Prof. Julian Huxley, F.R.S.

It has published a number of books, including the famous Penguin Special *Britain*, and, recently, *War Begins at Home*.

It has done research work in the past few months for the following bodies: National Savings Committee, Ministry of Information (on their posters), Railway Executive Committee, London Press Exchange, the B.B.C., The Gas, Light and Coke Company, &c.,

Articles compiled from its war work have been published in the *Daily Mirror*, *Evening Standard*, *Daily Herald*, *Picture Post*, *Sunday Graphic*, *Star*, &c.

It has no foreign ramifications or contacts, and is a reputable British scientific body recognised by the authorities.

Document 1. Carte d'accréditation MO de l'enquêteur Geoffrey Thomas, recto et verso. MOA 26/1/A

conduite au poste au cours de son travail de terrain. La carte du MO se révèle alors bien utile :

Dans les mauvais jours, quand les nouvelles étaient lugubres et l'avenir sombre, il était presque impossible de travailler, surtout en posant des questions ouvertement dans la rue. Les gens se tendaient, pinçaient les lèvres, et vous dépassaient à la hâte. Mon cœur bondissait au son des pas lourds et à la vue de l'inévitable uniforme bleu.

« Et que pourriez-vous être en train de fabriquer, jeune demoiselle ?

Eh bien, voyez-vous, monsieur l'agent, je suis une enquêtrice de terrain du Mass Observation et...

Oh, et qu'est-ce donc que cela, si je puis me permettre ?

Eh bien, voyez-vous, sergent – citant l'argumentaire au dos de ma carte d'autorisation : C'est une organisation de recherche à but non lucratif qui enquête et fait des rapports sur l'opinion publique et découvre ce que les gens pensent, disent et font dans la vie de tous les jours. »

De retour au poste de police, c'était en général simplement une question d'identification à travers la carte d'autorisation, on bavardait aimablement, et au revoir ; rien de plus qu'une autre heure de perdue dans une lourde journée de travail et la crainte de reprendre là où on s'en était arrêté, sachant que cela allait inévitablement se reproduire.²⁰

D'après Nina Masel, les arrestations faisaient partie intégrante de la routine de travail des enquêteurs du MO. De fait, on compte neuf récits d'interpellations par des agents de police, qui se soldent dans six cas par des « arrestations » – les enquêteurs désignent par là les moments où ils ont été emmenés au commissariat pour y être interrogés ; aucun enquêteur ne sera toutefois reconnu coupable d'espionnage. Le risque est pourtant bien réel, surtout après l'amendement de la *Defence Regulation 18B* en mai 1940, qui permet au *Home Secretary* d'emprisonner toute personne soupçonnée de mettre en danger le royaume. Le *Treachery Act*, ratifié le même mois, simplifie les poursuites judiciaires et l'exécution d'espions ennemis. Seuls quatre sujets britanniques sont poursuivis en vertu du *Treachery Act* ; ils sont bien plus nombreux à être emprisonnés au titre de la *Defence Regulation 18B* : en août 1940 un nombre record de 1 600 sujets de Sa Majesté sont détenus sans procès (Calder, 2000, p. 133). L'exemple le plus célèbre est l'internement d'Oswald Mosley et d'autres membres de la *British Union of Fascists*, mais seront aussi internés des sympathisants communistes, pacifistes ou des citoyens britanniques suspectés d'espionnage, souvent d'origine étrangère.

Dans ce contexte, la carte du MO ne fournit pas seulement une vague et rassurante présentation de l'organisme à citer à foison ; la possibilité d'appeler son directeur est surtout censée mettre fin aux soupçons. Mais il n'était

20 MOA 32/63. Nina Hibbin (née Masel), « Occupational Risk ».

pas rare que cette même carte, loin de dissiper le doute, ne renforce au contraire les suspicions. Nina Masel poursuit ainsi :

Un jour, néanmoins, l'officier de police, envoûté par l'idée de capturer à lui seul un réseau d'espions notoires, refusa de rompre le sortilège en téléphonant à l'un des grands manitous du gouvernement que l'on avait le droit de contacter en cas d'urgence. Il examina chaque centimètre de ma carte, la tint à la lumière, l'observa sous tous les angles, et finit par repérer la liste des membres éminents du comité consultatif [du MO].

« Pro-fess-eur Jul-i-an Hux-ley, déchiffra-t-il, Pro-fess-eur Fle-ure. Ça m'a l'air de fichus étrangers. »

Il était déçu mais confus quand, quatre heures plus tard, le coup de fil clé ayant enfin été passé, il me laissa repartir à contrecœur. « Vous comprenez tout de même, expliqua-t-il autour d'un thé offert en signe de paix, on ne peut pas être trop prudent ces jours-ci. »

Le professeur Julian Sorell Huxley était un biologiste renommé, auteur de plusieurs ouvrages de vulgarisation sur l'évolution et partisan d'un eugénisme « de gauche ». En 1937 il avait accepté de rédiger la préface de la brochure *Mass-Observation* signée par Charles Madge et Tom Harrisson. Quant au professeur H. J. Fleure, il était un pionnier des *community studies* britanniques et enseignait la géographie à Manchester. Il avait notamment encouragé ses étudiants à travailler aux côtés de Tom Harrisson à Bolton quelques années auparavant (Hinton, 2013, p. 61-62). Ces membres du panel consultatif du MO, choisis comme cautions scientifiques censées souligner le sérieux de l'organisme, ne représentent, aux yeux de l'agent de police, qu'une liste de noms inconnus à consonances vaguement étrangères – et donc suspects. Nina Masel se souvient aussi d'un policier refusant d'appeler le numéro indiqué au dos de la carte : « Pas si vite, jeune fille, ça pourrait être un code. »²¹ Eric Gulliver, un autre enquêteur du MO, souligne lui que les cartes d'accréditation du MO étaient fréquemment accueillies avec amusement par les agents de police et qu'en définitive elles « ne valaient pas le papier sur lequel elles étaient imprimées »²². La carte du MO, qui devait apporter la preuve que les enquêteurs étaient dignes d'être crus, est alors elle-même entachée de soupçon ; ce qui devait lever le doute le renforce.

Au demeurant, les enquêteurs du MO engagés dans des enquêtes commanditées par des institutions publiques sont parfois dotés de documents officiels. Ainsi à l'automne 1939, lorsque le MO recueille des témoignages parmi la population civile pour la BBC qui veut en faire la base d'une pièce radiophonique, les enquêteurs disposent d'une « lettre de la BBC » à n'utili-

21 MOA 32/63. Nina Hibbin (née Masel), « Recollection ».

22 MOA 32/35. Entretien avec Eric Gulliver réalisé par Nick Stanley, 8 septembre 1982.

liser qu'en cas d'interpellation. Des autorisations délivrées par l'Amirauté sont également remises aux membres du MO enquêtant dans les ports de Londres, Portsmouth et Liverpool en particulier. L'amiral John Godfrey donne en effet carte blanche à l'organisation pour étudier l'impact du Blitz sur les équipages, mais aussi sur les familles de marins et de dockers de ces zones fortement touchées (Harrison, 1990, p. 297)²³. Cet encadrement officiel garantit une protection solide aux enquêteurs. Ainsi lorsque Marion Sullivan est conduite au poste de police après avoir interrogé un membre de la branche féminine de la Marine royale (WRN), l'inspecteur, prévenu du travail du MO dans la zone, la relâche sans tarder. Ces autorisations constituent un précieux sésame pour les enquêteurs, qui se désolent lorsqu'elles leur sont retirées. C'est le cas de Mollie Tarrant, qui réalise en 1941 une enquête intensive sur l'impact des bombardements sur la population civile à partir de l'étude de quatre rues d'un quartier ouvrier de Portsmouth pendant six mois²⁴. L'enquêtrice, suspectée d'être une « espionne communiste », est interrogée pendant plusieurs heures au poste de police de Portsmouth :

Je crois que le journal *News of the World* avait fait tout un pataquès sur un présumé complot communiste, ce genre de chose. J'étais en train d'interroger une femme, c'était mon dernier entretien de la journée. Alors que je l'interrogeais, un personnage rôdait à l'arrière-plan. Il portait des bretelles, n'avait pas de chemise et écoutait très attentivement. Je finis toutefois de poser mes questions, il ne se passa rien et je rebroussai chemin jusqu'à mon arrêt de bus. Quelqu'un, qui pédalait comme un fou, me dépassa en bicyclette. L'arrêt de bus était juste en face du commissariat de police. Mon bus arriva, j'allais tout juste monter dedans [...] quand une main redoutée s'abattit sur mon épaule et dit : « Pouvez-vous me suivre, Mademoiselle ? » Nous nous rendîmes au commissariat où ils me prirent mon sac à main, mon *New Statesman*, une ou deux lettres d'amour et, ce qui était plus fâcheux, mon autorisation du chef du bureau des renseignements navals militaires [...] m'autorisant à enquêter sur les réactions de la population civile de Portsmouth aux bombardements.²⁵

Ces interpellations faisaient-elles partie de la routine de l'enquêteur, jusqu'à en devenir un des « risques du métier » comme l'affirme Nina Masel²⁶ ? Étaient-elles exceptionnelles ? Ce qui est certain, c'est qu'elles

23 TNA, HO 99/442 ; ADM 223/476.

24 MOA 32/108. Mollie Tarrant ; MOA 32/84. Entretien avec Marion Rickards (née Sullivan) réalisé par Angus Calder, 17 mars 1980 ; MOA 26/1/3/2 et FR 1450. « Memorandum on Mass-Observation », 29 octobre 1942.

25 MOA/NBM3. « Uncut video tape interview as part of Ian Pott's film, *Stranger than Fiction* ».

26 MOA 32/63. Nina Hibbin (Née Masel) « Occupational Risk ». Trente ans plus tard, Tom Harrison s'étonne des fréquentes interpellations dont se souviennent ses anciens enquêteurs et se demande si leurs récits ne relèvent pas d'une illusion, « une sorte de paranoïa résiduelle datant

représentent un moment de crise, moment où la figure de l'espion révèle l'étendue de sa prise sur les imaginations, où le soupçon prend corps avec la force la plus manifeste. Ces situations troubles constituent un excellent révélateur de la diffusion des schèmes de la pensée clandestine durant les premières années du conflit, alors que la menace de l'invasion ennemie est dans tous les esprits. Car si « l'espace imaginaire de l'espion est incomparablement plus large que son espace réel » (Dewerpe, 1994, p. 10), les enquêteurs, par la méfiance dont ils font l'objet, permettent de matérialiser en partie l'étendue de cet espace.

« Arrestation d'une enquêtrice ». Une micro-analyse du soupçon

À l'été 1940, la banlieue d'Essex au nord-est de Londres est le terrain d'enquête privilégié de Nina Masel. Elle a alors pris l'habitude de travailler à Romford où elle réside, suivant un parcours triangulaire qui lie le magasin de son père, la bibliothèque et une cabine téléphonique, sautant d'une « base » à l'autre pour prendre en note les commentaires entendus²⁷. Lorsqu'elle est interpellée en juin 1940 à Ilford, une ville voisine, elle n'est cependant pas affairée à relever des *overheards* mais bien à collecter des réponses libres à un questionnaire du MO²⁸.

Ce qui rend son témoignage particulièrement précieux est le fait que l'enquêtrice ne se contente pas de nous narrer les événements à partir de son point de vue. Elle s'attache au contraire à éclairer la méprise en donnant systématiquement l'interprétation en situation, en relevant ce qui la rend suspecte aux yeux de ses accusateurs. Cette perspective permet d'explorer dans chaque cas l'arrière-plan sur lequel le malentendu prospère. Or la figure de l'espion hante le Royaume-Uni de la Seconde Guerre mondiale comme elle hantait la France de la Première. Marc Bloch évoquait le même type de méprise : « Que les Allemands eussent, avant la guerre, enveloppé notre pays d'un prodigieux réseau d'espionnage, c'est ce dont personne chez nous

de la guerre» (*an ex war echo paranoia*). Pourtant pas moins de sept enquêteurs évoquent des situations de méprise, dont on retrouve la trace non seulement dans les entretiens réalisés dans les années 1970 mais surtout dans les notes de terrain et rapports rédigés par les enquêteurs durant la guerre, ainsi que dans les rapports envoyés au *Ministry of Information*. MOA 32/28. Entretien entre Tom Harrisson et Richard Fitter, 1971.

27 MOA 26/4/2. Nina Masel, « Memo on method », 2 mai 1940.

28 MOA/FR 210. File Report « Arrest of an Observer », 19 juin 1940. Si le témoignage est anonyme, de multiples éléments (le numéro d'identification national ainsi que le lieu de l'arrestation notamment) renvoient à Nina Masel.

ne doutait [...]. Par moments, les troupes en étaient comme hantées. Qui n'a vu alors prendre pour des signaux suspects les plus innocentes lumières? Chacun était à l'affût de ce qui pouvait confirmer un préjugé si commun» (Bloch, 2007, p. 43-44). Quelles sont, ici, les innocentes lumières prises pour des signaux suspects? Qu'est-ce qui trahit l'espionne aux yeux de ses accusateurs? Poser cette question, c'est se concentrer non plus sur l'enquête épistémologique de sciences sociales, mais bien plutôt sur l'enquête de citoyens à l'affût et sur l'enquête policière – et implique de déplier les «micro-politiques du trouble» (Emerson et Messinger, 1977).

À environ 14 h 30, j'ai arrêté dans la rue un vieux monsieur, habillé pauvrement, qui a très bien répondu aux questions. Une femme ne cessait pas de nous tourner autour, et quand j'ai dit «au revoir» à l'homme, elle m'a suivie. Pour éviter les ennuis, je me suis retournée et je lui ai montré ma carte d'identité. Elle a eu l'air satisfaite, sauf qu'elle pensait que mon matricule – D C H E – signifiait que j'étais néerlandaise. Elle a admis qu'elle avait eu l'intention d'informer la police. Je croyais que le problème était réglé, mais aussitôt après, un policier est venu à ma rencontre et a demandé à voir ma carte d'autorisation. Il a dit qu'une autre femme m'avait vue arrêter le vieil homme, avait sauté dans un bus, abordé le premier policier venu et lui avait dit qu'il y avait un espion dans les environs. Le policier : «Elle allait pratiquement s'évanouir, j'ai dû la soutenir.» Après quelques explications, il a paru satisfait, et j'ai encore une fois cru que les choses en resteraient là. Mais apparemment il était un *War Reserve Constable* [un policier réserviste] et ne savait pas quoi faire de moi, il s'arrangea donc pour qu'un de ses collègues me suive pendant qu'il se rendait au commissariat pour voir ce qu'il fallait faire. Pour finir, tous les deux m'ont encadrée, moi au milieu, et ont décidé que je serais invitée au poste de police afin d'expliquer ma position au sergent. Ils ont insisté sur le fait que c'était là une «invitation» – je venais de mon plein gré.

La scène provoque immédiatement l'alarme. Quelque chose «ne cadre pas», les *apparences normales* sont dérangées (Goffman, 1973, p. 227-311). Les actes de Nina Masel et ses questions relatives à la guerre en particulier, sans être forcément menaçantes par elles-mêmes, provoquent la méfiance de pas moins de deux personnes. L'inattention polie que se doivent ordinairement les passants dans l'espace public n'a alors plus lieu d'être.

En temps de guerre, au moment où l'invasion menace, le contrôle social est redistribué et chacun se voit attribuer le rôle de guetteur et de sentinelle. Rappelons que durant cette période, les films d'espionnage mâtinés de propagande poussent les citoyens témoins d'activités suspectes à donner l'alerte, quand bien même cela heurterait leur volonté toute britannique d'éviter le scandale (Aldgate et Richards, 2007, p. 103-104). De toutes parts, les affiches du *Ministry of Information* scandent : «Surveillez votre langue, et empêchez les indiscretions des autres» (*Mind your own*

tongue, check indiscretions in other)²⁹. C'est donc là aussi un élément révélateur de la mobilisation culturelle des populations londonniennes dans la guerre. Comme l'a souligné très justement André Loez dans le cas français (2004, p. 172), la dénonciation de l'espion est conçue comme une façon pour la population urbaine de prendre pleinement part au conflit et de tenir son rôle en restant sur ses gardes. Les Britanniques sont toutefois pris entre des injonctions contradictoires, puisque à l'appel à la vigilance s'ajoute l'interdiction de propager « l'alarme et le découragement » (*alarm and despondency*; McLaine, 1979).

Une fois les signes d'alarme détectés, c'est aux policiers qu'est déléguée la tâche de s'occuper de la source de l'alarme. Autrement dit, ici comme dans la majorité des cas que nous avons examinés, les passants s'en tiennent à une première étape de l'enquête, celle de l'institution d'un problème. La situation incertaine est déclarée problématique par les deux femmes, qui constatent qu'elle exige une enquête et proposent une interprétation : « C'est une espionne » (Dewey, 1967). L'enquête policière prend alors la relève de l'enquête de sens commun. L'attitude suspecte de l'enquêtrice n'a fait que catalyser la spéculation, qui bientôt se nourrit d'autres éléments :

Au poste, ils m'ont interrogée pendant plus d'une demi-heure.

Les points suspicieux qui ont été soulevés étaient les suivants :

1. Je ne travaillais pas dans mon propre quartier.
2. Je ne travaillais pas dans les artères principales.

Ces formulations illustrent bien la lecture cryptologique des agents de police, dans la mesure où elles dénotent l'idée d'un choix basé sur une volonté de dissimulation. Selon le schème d'interprétation policier, les activités de Nina Masel ne sont pas menées au grand jour et sont par là même opaques. La figure de l'espion surgissant de l'ombre dans une ruelle n'est pas loin.

3. Le nom « Huxley » au dos de ma carte. Le sergent pensait qu'il s'agissait d'Aldous, le pacifiste.

De nouveau, la carte du MO avec son comité d'experts scientifiques éveille la suspicion. Les policiers confondent le scientifique Julian Huxley avec son frère, Aldous Huxley, célèbre auteur du *Meilleur des mondes* et fervent promoteur du pacifisme. Membre du *Peace Pledge Union*, il a alors publié de nombreux ouvrages sur la question (Huxley, 1937; Huxley éd., 1937). La menace imaginée se situe ici au carrefour entre l'espion étranger attaquant le moral des Britanniques dans la lignée du célèbre Lord Haw-

29 Notons en outre qu'en juin 1940, des rumeurs affirment que les informateurs permettant la capture d'un espion recevront une récompense de 5 livres (Addison et Crang éd., 2010, p. 83).

Haw et le pacifiste répandant de dangereuses idées. Le risque étant bien évidemment dans les deux cas de voir s'éroder la combativité de la population.

Notons par ailleurs que la carte d'accréditation avait déjà semé la confusion un peu plus tôt, à travers les premières lettres du numéro d'identification national, « D C H E ». Celles-ci indiquent la zone de domiciliation de l'enquêtrice, soit un quartier de Romford, mais la première jeune femme les interprète comme une abréviation de « DUTCH » qui dénoterait la nationalité néerlandaise de l'enquêtrice. La proximité graphologique seule n'explique pas cette interprétation ; l'arrière-plan joue là encore un rôle central. De fait, en juin 1940 les Pays-Bas viennent tout juste de tomber sous la domination allemande et le gouvernement néerlandais en exil s'est installé à Londres depuis quelques semaines à peine. La méprise trouve là encore un terrain fertile où prospérer.

4. J'ai commencé à m'ennuyer. J'ai fait un jeu de morpions avec moi-même. Ils ne voyaient pas comment une personne pouvait y jouer seule, et ont pensé que j'étais en train d'écrire un code.

L'interprétation cryptologique se prolonge avec l'apparition d'un des éléments les plus topiques de l'espion : le code. Le jeu de morpion entamé par l'enquêtrice désœuvrée est hautement suspect aux yeux des policiers. De par sa forme, d'abord – avec ses croix et ses ronds disposés dans une grille, l'innocent jeu renvoie à l'imaginaire du code indécryptable. De par la manière dont Nina Masel y joue, ensuite – en solitaire plutôt qu'à deux joueurs. En somme, les agents de police ne parviennent pas à donner sens à ses griffonnages. Un incident similaire s'était produit lors de l'interpellation mentionnée plus haut de Brian Allwood et Geoffrey Thomas à Bolton : les gribouillages dans les marges de leur carnet de notes avaient paru hautement suspects. Or, comme l'a finement montré Alain Dewerpe (1994, p. 364), pour les « personnes atteintes d'espionite », ce qui n'est pas compris est par définition un code. Il évoque d'ailleurs un autre exemple de jeu qui fait l'objet du même soupçon, de la part non de simples agents de police, mais de fonctionnaires de la *Special Branch* de Scotland Yard, chargés de surveiller les joueurs d'échecs engagés dans des parties par-delà les frontières durant la Première Guerre mondiale : « Il semblait si incroyable que quiconque puisse jouer aux échecs avec un adversaire étranger dans un tel moment que nous conclûmes qu'une nouvelle forme de communication d'espionnage au moyen des échecs avait été adoptée par l'ennemi. »³⁰

30 Aucune preuve ne viendra étayer cette hypothèse. Basil Thomson (1922, p. 223), cité par Dewerpe (1994, p. 364).

Cet inventaire de « points suspicieux » montre que dans un double mouvement, la spéculation déclenche et est déclenchée par une suite de *faits* qui deviennent des *signes* – ici, des signes de la duplicité de l'enquêtrice. Les éléments cadrant avec le schème d'interprétation sont extraits de la situation et, par le fait même d'être passés à la loupe plutôt que d'autres, aboutissent à une lecture bien précise. Or, comme l'a montré Dewerpe, le soupçon cryptologique est redoutable puisqu'il lui suffit de puiser dans la situation la plus réelle les signes qui lui donnent vraisemblance (*ibid.*, p. 98)³¹. Une observation prend le statut d'*indice* (Ginzburg, 1980) – et, à ce titre, porte en elle d'emblée un chef d'accusation bien précis. Pour reprendre le schème de l'enquête déplié par Dewey (1967, p. 177-179), il s'agit bien là de faits opérationnels qui, organisés les uns avec les autres, entendent *prouver et éprouver* une idée, celle de l'espionne.

Les policiers entendent ensuite mettre à l'épreuve l'alibi de la suspecte en l'interrogeant sur les résultats de sa prétendue enquête. Ce sont alors deux conceptions de l'enquête qui se répondent, l'enquête scientifique et l'enquête policière (Boltanski, 2012) :

Ils m'ont demandé : « Que répondent les gens aujourd'hui ? » J'ai dit que je ne pouvais pas le savoir sans faire de comparaison avec les rapports des autres enquêteurs. Le policier : « Eh bien, que désiriez-vous qu'ils répondent ? C'est la même chose, non ? »

À la fin, on m'a demandé d'attendre dehors, un policier faisait le vigile à côté de moi. En moins de deux minutes, le sergent, ayant téléphoné, est sorti, m'a rendu mes cartes, et a dit : « C'est fini, au revoir, désolé pour le dérangement. » Et je suis partie.

Là où Nina Masel pointe les risques d'un échantillon trop restreint – un exposé de rigueur scientifique qui vient peut-être mal à propos –, ce sont finalement les agents de police qui se trahissent en laissant échapper une conception de l'enquête modelée sur l'interrogatoire et sur l'aveu.

Au demeurant le témoignage de Nina Masel pose également la question de la levée du doute³². À partir de quand donne-t-on créance aux propos de

31 Par ailleurs, dans ces situations de méfiance généralisée, l'absence même de signe peut devenir signifiante. Sensiblement à la même période, en mai 1940, on trouve dans le journal de campagne de la 45^e division britannique, postée sur la côte sud-est peu avant l'évacuation de Dunkerque, la note suivante : « Un certain nombre de lumières inexplicables continuent à être observées. La thèse selon laquelle certaines des lumières rapportées sont causées par des parachutistes ennemis brûlant leurs parachutes est à l'étude. Le fait qu'aucun parachute n'ait été retrouvé donne du poids à cette théorie » (Calder, 2000, p. 135).

32 C'est là une question absolument centrale que nous ne faisons qu'effleurer ici et que nous empruntons aux travaux d'Alain Cottureau. Analysant l'escalade du soupçon aux lendemains de la Révolution, il met en évidence une « crise du repérage public dans la réalité » qui va jusqu'à toucher « la façon même d'imaginer le concitoyen, d'en juger, et surtout, de *préjuger* des anonymes » (Cottureau, 1992, p. 247). Ce qu'Alain Cottureau appelle les « publics intermédiaires » joue alors un rôle clé dans les étapes successives de retour à des repères du réel.

l'enquêtrice ? Jusqu'où poursuivre l'enquête ? Le témoignage soulève la question du rôle joué par l'intervention de volontaires de la défense civile inexpérimentés dans l'escalade de ce type de confusion. Ici l'agent de police fait partie de la *War Reserve* ; il s'agit donc d'un volontaire venant renforcer des effectifs policiers diminués par la conscription et devant faire face à tout un éventail de tâches nouvelles. Quant au coup de fil qui règle définitivement l'affaire, on ignore quelle figure d'autorité a permis la prompte libération de l'enquêtrice.

Suspecte jusqu'à preuve du contraire : une enquêtrice face au tribunal populaire

Vu de l'intérieur des communautés juives de l'East End de Londres, c'est moins l'espion ennemi que l'on redoute que le partisan fasciste attisant l'antisémitisme. De fait, à partir de mai 1940, le gouvernement a ordonné l'internement d'une bonne partie des réfugiés allemands et autrichiens arrivés depuis peu dans le pays ou considérés comme suspects. Entre mai et juillet 1940, environ 22 000 Allemands et Autrichiens, ainsi que 4 000 Italiens seront internés. Trois raisons sont alors invoquées au sein du cabinet de guerre : des agents ennemis peuvent s'être infiltrés parmi eux ; ces étrangers constituent un risque militaire important en tant que membres potentiels de la cinquième colonne ; ceux d'entre eux qui ont de la famille ou des amis en Allemagne peuvent être victimes de chantage et forcés à agir soit comme espions soit comme membres de la cinquième colonne. Plus tard, devant la Chambre des communes, c'est la nécessité de protéger des populations en butte à une xénophobie croissante qui sera invoquée pour justifier ces internements (Stammers, 1983 ; Lafitte, 1940).

Ces mesures touchent de plein fouet la communauté juive très soudée de Stepney qui fait campagne pour le retour des internés les plus âgés (Bird, 2010, p. 187-188). Nina Masel y étudie alors les effets du Blitz sur les attitudes populaires, les lacunes des abris antiaériens et des services de défense civile, et la montée des sentiments xénophobes et antisémites. Logée chez l'une de ces familles durant son enquête, la jeune enquêtrice collecte un échantillon de tout courrier reçu dans la boîte aux lettres et donc également des tracts antisémites injurieux qui se multiplient dans le quartier depuis quelque temps. Un soir, on lui ordonne de se rendre dans l'abri voisin.

J'avais ressenti une vague suspicion à mon endroit, durant ces derniers jours, de la part de personnes que j'avais fini par considérer comme des amis proches. Mais je n'étais absolument pas préparée au degré d'hostilité avec lequel on m'accueillit dans l'abri antiaérien. Quelqu'un ferma la porte derrière moi et des bras

énervés me poussèrent jusqu'au centre de la pièce. Trois hommes étaient assis comme des juges. Je réalisai que c'était là une sorte de tribunal non officiel – et que j'étais l'accusée. Quand le président, qui était le beau-fils de ma logeuse – un chef boulanger sérieux avec qui je m'étais toujours plutôt bien entendue – parvint à faire taire les voix rageuses, il m'informa de la raison de ma convocation. On m'accusait d'être l'auteure de ces vils tracts fascistes. Il en agita un devant mon visage pour preuve; il avait été trouvé dans ma chambre. [...] Avec un nœud à l'estomac, je vis tout à coup la situation de leur point de vue. Une jeune fille avait surgi de nulle part, sans famille apparente, sans appartenance claire à un milieu ou à un autre, traînant dans les rues la journée et tapant à la machine jusqu'aux petites heures du jour. Des histoires à dormir debout sur un organisme de recherche dont personne n'avait entendu parler. Des bombes nazies la nuit; des ordures fascistes le jour. Il était facile de faire le rapprochement et je savais que, si j'avais été à leur place, je serais arrivée à la même conclusion.³³

On a là affaire à un véritable tribunal populaire. Enquête judiciaire, réquisitoire à charge, éléments de preuve : la communauté de citoyens instruit le procès et l'enquêtrice est suspecte jusqu'à preuve du contraire. En termes phénoménologiques, les tracts antisémites ont dessiné l'horizon lointain d'un auteur malveillant; or celui-ci est désormais connecté à la « réserve de connaissances à portée de main » dont dispose la communauté à propos de Nina Masel (Schütz, 1976).

Nina Masel nie farouchement les faits qui lui sont reprochés, propose de retourner dans sa chambre pour montrer à ses accusateurs sa carte du MO, mais on l'en empêche, arguant qu'il s'agit d'une ruse pour s'enfuir. Entre les invectives, elle parvient à lancer qu'elle est elle-même de confession juive.

Il y eut une courte pause. « Tu ne parles pas comme une fille juive! » cria quelqu'un, et un vieil homme me posa une question en yiddish. Je ne pouvais pas répondre. J'ai expliqué qu'il n'y avait pas eu d'autres familles juives dans ma petite ville natale; que je n'avais pas rencontré beaucoup de personnes juives avant de venir à Stepney; et que ma famille n'était pas très « stricte ». Je me souvins du mot yiddish *froom* – l'un des rares que je connaissais (et je ne sais toujours pas l'épeler). Cela atténua un peu la tension. « Tu ne ressembles pas à une fille juive », dit une jeune femme agressive. Enhardie par cette petite victoire linguistique, je tentai une faible plaisanterie sur le fait que mon frère était blond aux yeux bleus mais restait incontestablement juif. C'était une erreur naïve, l'atmosphère redevint très menaçante. Ce fut peut-être la peur qui ouvrit soudain dans mon esprit une porte qui était restée close depuis ma petite enfance. Il en émergea le souvenir de ma seule incursion dans l'éducation juive – quelques leçons d'hébreu dans une ville voisine, à l'âge de sept ou huit ans, où j'avais appris à répéter comme un perroquet une longue prière traditionnelle en hébreu. Je n'avais jamais eu la moindre idée de sa signification mais la phonétique et le rythme étaient restés gravés. Trem-

33 MOA 32/63. Nina Hibbin (née Masel), « Occupational Risk ».

blant comme une feuille, je commençai à psalmodier une suite de syllabes qui m'étaient totalement incompréhensibles. Le brouhaha diminue et ma voix se fit plus ferme. Une ou deux personnes commencèrent à articuler silencieusement les paroles au moment où je les prononçais. Certains commencèrent à sourire. Il y eut des gloussements quand je fis une erreur et me repris de manière parfaite. Je continuai à débiter cinq pages apprises par cœur et, alors que j'atteignais le triomphant final, s'éleva une énorme et chaleureuse explosion d'applaudissements. Les gens se ruèrent vers moi, me tapant dans le dos, me serrant la main, m'offrant de précieuses cigarettes. Ma logeuse m'embrassa et me prit dans ses bras. Elle avait toujours su, me dit-elle, que j'étais une bonne fille yiddish, et qu'est-ce que je dirais d'une bonne soupe Lokshen venant tout droit du thermos ?³⁴

Devant l'impossibilité de prouver qu'elle n'a pas écrit les tracts antisémites, Nina Masel en est réduite à faire la preuve de son appartenance à la communauté attaquée. Mais selon la foule, qui n'est pas prête à la disculper aussi facilement, elle ne correspond pas au stéréotype de la jeune fille juive. De *non typifiée*, l'enquêtrice devient dangereusement *atypique*, or la situation de crise ne souffre plus l'indétermination. Pour reprendre la terminologie schützienne, jusqu'alors les activités de Nina Masel n'apparaissent pas liées au problème des tracts antisémites. Les données la concernant apparaissent comme « des faits non questionnés » qui « n'avaient pas besoin d'être mis en question » (Schütz, 1976). Une fois le doute jeté, Nina Masel est soumise à une série d'épreuves. Face au test du vieil homme qui la met au défi de parler yiddish, elle ne peut se souvenir que du mot *froom*, qui correspond probablement à *frum*, signifiant « pieux » ou « dévot ». Mais c'est sa récitation d'une longue prière en hébreu qui vient sceller le verdict d'innocence. L'étrangère peut enfin revêtir les contours d'une figure typique et familière : celle de la bonne fille yiddish.

De manière significative, ce récit offre le cas où l'enquête populaire va le plus loin. Dans les situations étudiées jusqu'à présent, si le quidam sonne l'alarme, il saisit immédiatement les forces de l'ordre, afin qu'elles poursuivent l'enquête et lèvent l'indétermination. Mais la communauté juive de Stepney a elle-même fait les frais de la suspicion des pouvoirs publics, à travers les internements évoqués plus haut. L'enquête se trouve donc menée de bout en bout par les citoyens sans intervention extérieure.

Nous nous sommes employée dans cet article à éclairer les conditions d'enquête du MO durant la guerre, ainsi que les outils et les astuces des enquêteurs pour lever la suspicion. Dans le même temps, nous avons tenté de faire affleurer l'étendue de la méfiance à laquelle les enquêteurs étaient confrontés, un enjeu central de leur travail de terrain. Cette approche offre

34 *Ibid.*

une autre perspective pour l'étude de la rumeur et des alarmes de guerre que celle privilégiée par l'historiographie britannique dans le cas de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons ainsi tenté de mettre au jour les mécanismes de la méfiance à l'œuvre dans l'espace public plutôt que de saisir le problème de la rumeur du seul point de vue des autorités publiques, à travers les moyens mis en œuvre par le gouvernement pour l'éradiquer.

À rebours des théories réduisant paniques et rumeurs à des phénomènes irrationnels dans la continuité du paradigme de la psychologie des foules, il s'agissait ici au contraire de prendre au sérieux ces alarmes et d'en fournir une analyse située. On n'a pas affaire à une population délirante ou paranoïaque, mais bien à des citoyens qui questionnent et ont de bonnes raisons de douter. Ces citoyens vigilants qui sonnent l'alarme sont aussi l'indice d'une obéissance aux consignes véhiculées par la propagande ministérielle qui martèle que « les discussions imprudentes coûtent des vies », ce qui vient complexifier le récit dominant de l'échec des campagnes de propagande du *Ministry of Information*. En cela, la méfiance qui se fait jour dans l'espace public procède autant de la peur, celle d'une invasion imminente au premier plan, que de la loyauté patriotique.

Il s'agit là de situations de méprise, de fausses alertes – c'est du moins ainsi qu'on pourrait les qualifier en après-coup. Dans le cours de la situation, elles sont avant tout le point de départ d'une enquête. De ce point de vue, la méfiance marque l'irruption du problématique sur un fond qui était jusqu'alors non questionné et se fait catalyseur de l'enquête. Une enquête sur une enquête, puisque l'enquête du passant alerté, du policier, du tribunal populaire prend pour objet celle du chercheur en sciences sociales. Ici, nulle propagation de la panique telle qu'on peut la retrouver dans les cas les plus célèbres. Preuves et mises à l'épreuve viennent lever le doute et l'alarme reste circonscrite.

En guise d'épilogue, soulignons que les services secrets britanniques prendront eux-mêmes très au sérieux cette apparente menace d'espionnage. En mars 1944, un rapport top secret du MI5 recense les cas de fuite concernant l'opération « Overlord », qui doit débiter avec le débarquement en Normandie trois mois plus tard. Entre étourdis, possibles espions et communistes avérés, le MO est mentionné. L'organisation aurait envoyé à 1 400 personnes des instructions suspectes, leur demandant de préciser « où, quand et comment le second front serait lancé » et d'indiquer les possibles lieux du débarquement³⁵. Winston Churchill demande immédiatement

35 NA PREM 3/345/6. « Leakage of information re. Overlord – selecte examples », rapport du MI5 daté du 2 mars 1944.

plus d'informations sur les personnes qui se cachent derrière l'organisation ; on lui assure que « le MI5 les surveille constamment »³⁶. Le même mois, le MI5 fait une descente dans les bureaux du MO à Londres. Toute la correspondance du MO concernant l'affaire est confisquée et une liste est dressée des personnes impliquées dans les forces armées et envoyant des rapports à l'organisation³⁷. Selon le MI5, Bob Willcock, qui dirige alors le MO, « a été mis en garde et avait l'air effrayé ». L'examen ne révélera finalement rien de dangereux : les missives suspectes s'avèrent être l'un des questionnaires envoyés tous les mois par le MO à son panel national de volontaires, et les questions posées relèvent davantage de l'enquête d'opinion sur l'éventualité d'un second front que de consignes envoyées à un réseau d'espions infiltrés.

Bibliographie

- ADDISON Paul et CRANG Jeremy A. éd., 2010, *Listening to Britain. Home Intelligence Reports on Britain's Finest Hour – May to September 1940*, Londres, The Bodley Head.
- ALDGATE Anthony et RICHARDS Jeffrey, 2007, *Britain Can Take It : The British Cinema in the Second World War*, Londres, I.B. Tauris.
- ATKINS John A., 1984, *The British Spy Novel. Styles in Treachery*, Londres, John Calder.
- BIRD Samantha, 2010, *Stepney : Profile of a London Borough from the Outbreak of the First World War to the Festival of Britain, 1914-1951*, Cambridge, Cambridge Sholars Publishing.
- BLOCH Marc, 2007 [1921], *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, Paris, Éditions Allia.
- BOLTANSKI Luc, 2012, *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard.
- CALDER Angus, 2000 [1969], *The People's War : Britain 1939-1945*, Londres, Pimlico.
- COTTEREAU Alain, 1992, « "Esprit public" et capacité de juger », *Pouvoir et légitimité*, A. Cottereau et P. Ladrière éd., Paris, Éditions de l'EHESS (Raisons pratiques, 3), p. 239-269.
- DEWERPE Alain, 1994, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John, 1967 [1938], *Logique. Théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- EMERSON Robert M. et MESSINGER Sheldon L., 1977, « The micro-politics of trouble », *Social Problems*, vol. 25, n° 2, p. 121-134.
- FRENCH David, 1978, « Spy fever in Britain, 1900-1915 », *The Historical Journal*, vol. 21, n° 2, p. 355-370.
- GINZBURG Carlo, 1980, « Signes, traces, pistes : racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, n° 6, p. 3-44.

36 *Ibid.* Note du Premier ministre, datée du 5 mars 1944 ; Note au Premier ministre, datée du 9 mars 1944.

37 Il s'agit en réalité des enquêteurs du MO qui, même mobilisés, continuent à envoyer des rapports d'enquête (Mak, 2016).

- GOFFMAN Erving, 1973 [1971], *La mise en scène de la vie quotidienne*, t. 2, *Les relations en public*, Paris, Minuit.
- HALL David, 2015, *Worktown*, Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- HARRISSON Tom, 1990, *Living Through the Blitz*, Londres, Penguin.
- HARRISSON Tom et MADGE Charles, 1940, *War Begins at Home*, Londres, Chatto & Windus.
- HINTON James, 2013, *The Mass Observers. A History, 1937-1949*, Oxford, Oxford University Press.
- HORNE John et KRAMER Alan, 2001, *German Atrocities, 1914 : A History of Denial*, New Haven - Londres, Yale University Press.
- HUXLEY Aldous, 1937, *Ends and Means*, Londres, Chatto & Windus.
- HUXLEY Aldous éd., 1937, *An Encyclopedia of Pacifism*, Londres, Chatto & Windus.
- HYLTON Stuart, 2010, *Careless Talk. The Hidden History of the Home Front 1939-1945*, Stroud, The History Press.
- LAFITTE François, 1940, *The Internment of Aliens*, Londres, Penguin Books.
- LEFEBVRE Georges, 1988 [1932], *La Grande Peur de 1789. Suivi de Les foules révolutionnaires*, Paris, Armand Colin.
- LOEZ André, 2004, « "Lumières suspectes" sur ciel obscur. La recherche des espions et le spectacle de la guerre dans Paris bombardé en 1914-1918 », *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, C. Prochasson et A. Rasmussen éd., Paris, La Découverte.
- MADGE Charles et HARRISSON Tom, 1937, *Mass-Observation*, Londres, Frederick Muller.
- MAK Ariane, 2015, « James Hinton. *The Mass Observers : a History, 1937-1949* », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 70, n° 2, p. 480-482.
- 2016, « Le Mass Observation. Retour sur un singulier collectif d'enquête britannique (1937-1949) » [en ligne], *ethnographiques.org*, n° 32 (numéro thématique « Enquêtes collectives »), [URL : <http://www.ethnographiques.org/2016/Mak>], consulté le 11 septembre 2016.
- 2017 (à paraître), « Vers une redécouverte des enquêtes ethnographiques du Mass Observation. L'exemple de l'enquête sur la grève des dockers britanniques de 1945 », *Le pouvoir des gouvernés. Ethnographies de savoir-faire politiques, observés sur quatre continents*, S. Baciocchi et A. Cottureau éd., Bruxelles, Peter Lang.
- MASS-OBSERVATION, 1942a, *An Enquiry into British War Production*, Londres, John Murray.
- 1942b, *People in Production*, 2^e édition, Harmondsworth, Penguin Books.
- 1943, *War Factory*, Londres, Gollancz.
- MCLAINE Ian, 1979, *Ministry of Morale. Home Front Morale and the Ministry of Information in World War II*, Londres, Allen & Unwin.
- PROCHASSON Christophe et RASMUSSEN Anne, 2004, « La guerre incertaine », *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, C. Prochasson et A. Rasmussen éd., Paris, La Découverte, p. 9-34.
- SCHÜTZ Alfred, 1976 [1964], « Equality and the meaning structure of the social world », *Collected Papers*, t. 2, *Studies in Social Theory*, La Haye, Martinus Nijhoff, p. 226-273.
- SHIBUTANI Tamotsu, 1966, *Improvised News : A Sociological Study of Rumor*, Indianapolis, Irvington Publishers.
- STAMMERS Neil, 1983, *Civil Liberties in Britain during the Second World War : A Political Study*, Londres, Croom Helm.
- THOMSON Basil, 1922, *Queer People*, Londres, Hodder & Stoughton.